

ORIENTATION

AU SEUIL D'UNE
ÈRE NOUVELLE . . .

. . . UNE NOUVELLE
GÉNÉRATION EST VENUE

LIONEL GROULX, Ptre

**AU SEUIL D'UNE
ÈRE NOUVELLE . . .**

**. . . UNE NOUVELLE
GÉNÉRATION EST VENUE**

Conférence prononcée par le chanoine Lionel Groulx, à l'issue du déjeuner de clôture du dix-huitième congrès annuel de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste du Québec le 7 juin 1964.

AU SEUL DUNE

ÈRE NOUVELLE . . .

. . . UNE NOUVELLE

GÉNÉRATION EST VENUE

IMPRIMATUR :

Gaston Girouard, p.d., v.g.

Saint-Hyacinthe, le 18 juin 1964.

Monsieur le Président,

Monsieur le Maire,

Mesdames, Messieurs,

Dès la fondation des Etats généraux du Canada français dont votre Fédération porte bien quelque peu la responsabilité, vous m'avez décerné un titre redoutable et gratuit : celui de "président d'honneur". Vous l'avez fait, sans doute, par cette pensée que la sagesse aurait pu venir à un vieillard qui, trop longtemps resté jeune, n'en a jamais eu plus qu'il ne faut.

Je veux vous féliciter, avant toute chose, de vos généreuses et opportunes entreprises. L'histoire nous apprend qu'après la représentation des Perses d'Eschyle, les Athéniens se ruèrent vers les boucliers appendus aux portes de leurs temples, y poussant le cri qui semblait jaillir de ce métal : Patrie ! Patrie !...

Grâce à vous, Messieurs des Saint-Jean-Baptiste, notre Canada français possède maintenant, entre quelques autres — trop peu — une institution, une force, une voix qui pourrait nous rendre le son métallique des boucliers athéniens.

Pour nous indiquer l'exacte ligne de notre destin

Et maintenant le "sage vieillard" va vous apporter peut-être une déception. Il ne traitera pas le sujet que vous aviez souhaité. Motif ? Incompétence humblement confessée à vous fournir une solution ou des solutions aux trop nombreux et complexes problèmes de ces Etats généraux dont votre Congrès a commencé l'étude. Sévérité d'un médecin qui me mesure la langue au petit quart d'heure. Tout au plus risquerai-je de vous indiquer quelques modestes normes, quelques jalons en votre immense labeur; disons l'un de ces petits points lumineux que l'histoire apporte parfois à un historien. Que chercheront après tout vos Etats généraux, qu'avez-vous cherché en ce Congrès qui prend fin, si ce ne sont les idées maîtresses, les points cardinaux qui, en ces années 1964 ou 1965, pourraient nous indiquer l'exacte ligne de notre destin ?

. . . A la recherche d'une formule de vie

Votre entreprise, vous le rappellerai-je, n'est pas tout à fait nouvelle. Voilà deux cents ans que nous sommes à la recherche d'une formule de vie : deux

siècles que nous ne vivons pas une vie normale, aventurée dans la gageure de rebâtir notre vie sans les structures essentielles. Tension aiguë où nous n'avons pas fini de nous épuiser. Peuple conquis, coupé trop jeune de nos racines nourricières, péniblement, nous essayons de nous adapter à des institutions qui ne nous sont pas connaturelles. Et pourquoi cet effort d'adaptation toujours repris, jamais satisfait, souvent passionné ? Pour cette raison très simple, qu'en dépit parfois de l'acquiescement de ses chefs, jamais notre peuple, dans son ensemble, n'a totalement accepté la conquête. Si catastrophique qu'elle ait pu être, jamais il n'a cru que la conquête du territoire entraînait celle de l'esprit ou de l'âme. Depuis quand la conquête serait-elle un génocide ?

Notre droit inaliénable à la survie . . .

En possession déjà de beaucoup des éléments d'une nation, les ancêtres ont pensé que ni la bataille des Plaines d'Abraham, ni la reddition de Montréal n'avaient pu leur ravir le droit inaliénable de la survie. Pour tout historien qui ne fait point de l'histoire systématisée, mais de l'histoire collée à la réalité, aux faits dûment vérifiés, cette volonté de survie, de vivre notre existence propre, de persévérer dans notre essence culturelle, cette volonté, dis-je, ne nous a jamais lâchés. A certaines heures, elle a pu paraître mise en veilleuse ; à d'autres moments, on la retrouve plus éveillée, parfois même un peu farouche, voire à tendances révolutionnaires. Jamais elle ne désarmera, pas même en 1867. Avant cette date, nous avons eu

d'autres constitutions; nous ne les avons jamais acceptées que comme un faute de mieux. En alla-t-il autrement de la confédération ? Nous l'avons acceptée pour échapper à ce qu'on appelait alors l' "Union législative", en d'autres termes, l'Etat unitaire. Nous nous sommes refusés à tout autre régime, parce qu'à tort ou à raison, nous estimions, et d'ailleurs nos chefs nous l'assuraient, qu'en celui-là notre volonté de survie trouverait à se mieux affirmer, et parce que, de l'aveu de lord Carmaron, au parlement britannique en 1866, nous voulions sauvegarder des droits inaliénables : droit, coutumes, traditions, sans quoi il n'y a pas de nation. Les théories, les discussions d'avocasseries sur la suprématie d'Ottawa sur les provinces ou celle des provinces sur Ottawa, ne changent rien aux motifs de notre décision de 1867. Il n'y a pas de formes de gouvernement qui tiennent contre le droit à la vie d'une nation. Les constitutions ne sont ni des absolus ni des intouchables. La lettre ne peut tuer l'esprit. Jamais nous n'avons voulu d'un Etat central fort, investi du pouvoir de nous gruger ou de nous broyer dans ses serres. Jamais nous n'avons eu le goût du carcan, encore moins de la camisole de force. Nous avons exigé le régime fédératif, et, en définitive, nous l'avons imposé aux autres qui n'en voulaient point, sauf l'Ontario, parce que nous en espérions une amélioration de notre vie nationale, un accroissement de notre liberté. Peu importe que nos chefs politiques ne l'aient pas toujours compris, et que, pendant cent ans, ils aient fait trop souvent à Québec la politique d'Ottawa.

Notre vision de peuple . . .

Ambition de liberté . . .
qu'on ne pourra plus réfréner

La preuve éclate aujourd'hui sous les yeux de tous : nos folies partisans n'ont pu amoindrir, encore moins annihiler cette ambition de liberté qui, après une aberration d'un siècle, nous ressaisit soudainement avec une explosive vigueur que nulle puissance politique ou autre ne pourra plus réfréner : ambition de posséder un Etat bien à nous, "expression politique" de la nation canadienne-française : l'Etat français autrement dit, que j'osais revendiquer il y a quarante ans, et qui me valait alors des épithètes de "séparatiste" ou de révolutionnaire. Qu'était-ce, en effet, que mon "Etat français", sinon, et je m'en suis expliqué vingt fois, l'édifice politique inclus virtuellement et voire explicitement dans l'Acte de 1867, celui-là même que redoutaient nos associés anglo-canadiens du Bas-Canada, y voyant mieux que nous, une suite logique et fatale du régime fédératif (lisez à ce sujet la *Montreal Gazette* du temps). Comment cette formule, cette interprétation de 1867 a-t-elle pu être réprouvée, honnie pendant si longtemps, surtout par les nôtres ? Comment est-elle devenue à la mode, en ces derniers jours, comme l'aspiration toute naturelle d'un peuple adulte, enfin décolonisé et qui, conscient de sa dignité, a décidé — on le proclame même sur les tréteaux — d'être maître chez soi ?

Maître chez soi !

Maître chez soi ! Grand mot qu'on ose enfin prononcer. Encore faut-il bien se rendre compte de ce qu'il sous-entend. Etre maître chez soi ! Pour une nation parvenue à l'âge viril, ou du moins qui prétend l'être, ce serait, si je ne me trompe, être maître de sa politique, j'entends de son gouvernement, de son parlement, de sa législation, de ses relations avec l'étranger, ne pas subir, en ce domaine, de tutelle indue; cela veut dire encore, être maître, dans la mesure possible, à l'heure contemporaine, de sa vie économique et sociale, exploiter pour soi et non pour les autres, ses ressources naturelles, toutes ses ressources naturelles, posséder les moyens de financer son administration, ses institutions d'enseignement, de bien-être social; ces moyens, n'être pas obligé d'aller les mendier chez qui que ce soit. Cela veut dire aussi, pour une nation trop longtemps colonisée, un resourcement aux fontaines vives de sa culture, une désinfection et un rajeunissement de son esprit; et cela veut dire enfin, pour une nation chrétienne et même catholique, un abreuvement assoiffé aux sources jaillissantes où, depuis vingt siècles, toute nation affamée de liberté, de fraternité, de grandeur, a trouvé, dans la doctrine du Christ, la plus nourrissante, la plus merveilleuse formule de civilisation. Etre maître chez soi, c'est s'attacher éperdûment à cette synthèse vivante. Là et là seul se pourra établir, comme sur un roc, notre ultime et nouvelle volonté de vie.

Notre vocation de peuple . . .

Là seul aussi se pourra accomplir notre vocation de peuple en ce monde. Quoi que disent, en effet, les plaisants ou les incroyants, nous sommes chargés, comme tout peuple chrétien, d'une vocation. Le baptême n'est pas la simple inscription d'un nom dans les archives d'un club quelconque. C'est un enrôlement volontaire et sacré au service du Fils de Dieu, à son grand rêve de rédemption. Notre vocation ne consiste pas, ainsi qu'on l'a décrite, en la caricaturant, à nous ébranler, un de ces jours, en croisade burlesque, bannières au vent, pour aller par tout le Canada, convertir nos frères protestants ou autres, armée de Don Quichottes sans même l'accompagnement d'un Sancho Pança. Elle pourrait bien consister, par exemple, à figurer enfin, par nos moeurs privées et publiques, devant nos compatriotes d'autres races et d'autres crédos, d'authentiques témoins de la véritable foi. Elle pourrait aussi consister à faire voir ce que peut un catholicisme vivant pour la formation d'une société d'hommes fortement équilibrés, les pieds sur leur sol, mais en même temps l'esprit ouvert sur le monde d'aujourd'hui. Et, puisque aussi bien nous sommes les fils et héritiers de l'une des plus hautes cultures du monde, notre vocation ou mission, ce pourrait être encore, ce qu'attendent de nous, au surplus, nos compatriotes anglophones, leur apporter ainsi qu'à tout notre pays, l'apport culturel non pas hybride, franglais, apport de nouveaux barbares des temps modernes, éructant un horrible jargon, mais l'apport enrichissant du seul

pays d'authentique culture française sur ce continent. Mesdames, messieurs, c'est cela être chrétien et c'est cela notre prétention de rester Canadiens français. Et nous voilà au point tragique de notre vie. Ou nous accomplirons cette mission, ou nous serons indignes de Dieu et de notre foi, indignes de nous-mêmes devant l'histoire.

**Sur le seuil d'une ère nouvelle . . .
que ce choix soit notre choix !**

Au moment où je vous parle, impossible de nous le cacher, l'attitude des jeunes générations, nos susceptibilités ombrageuses devant le moindre déni de nos droits, les déclarations courageuses de nos esprits les plus éclairés, la révolution en marche où l'on a assisté au grandissement continu des provinces, tout nous l'indique : nous sommes de toute évidence sur le seuil d'une ère nouvelle, d'un avenir débordant d'espoir, du choix même de notre destin. Quel sera-t-il cet avenir, ce destin chargé d'énigmes ? Ce n'est pas à un prêtre de vous le dire. C'est à vous, c'est à votre génération d'en décider. Il importe toutefois à notre dignité que ce choix soit notre choix, et de personne d'autre. Le temps est passé, je pense, où notre peuple prenait ses décisions l'esprit fixé sur les intérêts d'un parti ou d'un chef de parti. Le temps est également passé où ce choix pourrait nous être indiqué par une autorité politique autre que celle du Québec, quelque enveloppante que puisse être certaine formule de fédéralisme. Notre choix, sans nul doute, nous le

voulons réfléchi, mûri, choix d'hommes d'ordre, fondé uniquement sur les intérêts supérieurs de notre petite nation. Nous le voulons sans le risque d'inutiles témérités, mais sans nous refuser pour autant aux manoeuvres courageuses et hardies. Car une chose reste certaine : le Canada français a le droit de vivre. Et il a le droit de prendre les moyens de vivre autant que les Esquimaux. La prudence est une vertu. Elle ne cesse pas de l'être quand elle s'allie au courage. Et notre histoire ne nous l'a que trop appris : la liberté est un bien, un droit qui s'achète, rarement un don gratuit.

Nos voisins n'ont pas à s'inquiéter . . .

Nos compatriotes anglo-canadiens, je ne l'ignore point, s'inquiètent, de ce temps-ci, de nos comportements. Avouons-le, rien ne nous a plus dévalués à leurs yeux; rien n'a plus fait pour les induire à trouver excessives nos plus légitimes revendications, à les regarder même comme des provocations, que nos molles attitudes, nos sempiternelles genuflexions de quémandeurs, de quêteux à la longue saison. Nous nous sommes faits trop petits devant eux. Comment voulez-vous qu'ils nous respectent ? Il serait temps de reprendre l'habitude, la seule qui au fond agréée à nos autres compatriotes, et qui serait de nous parler, sans vain orgueil, sans agacement inutile, mais les yeux dans les yeux, d'homme à homme. Et ce serait plus que le temps de nous dépouiller, une fois pour toutes, de nos loques de mendiants professionnels. Nos

voisins n'ont pas à s'inquiéter de ce qui pourrait être notre choix, s'appelât-il l'autodétermination. Il n'y entrerait aucune volonté d'isolement. Nous connaissons assez notre époque pour savoir que nous ne sommes pas seuls au monde, et pas plus que le vase clos la muraille chinoise n'est une formule de vie pour qui que ce soit. Car enfin nous avons gardé le bon sens. Et je crois qu'à tout prendre nous sommes encore le petit peuple le moins avancé dans la course vers la lune. S'il me fallait redéfinir notre attitude à l'égard de nos associés d'aujourd'hui, vous le confierai-je, je serais tenté de reprendre quelques-unes de mes formules d'il y a trente ou quarante ans, l'une, par exemple, que j'employais ici même, au Frontenac, en 1933, devant le Jeune Barreau de Québec :

"Je ne suis, disais-je, ni anti-Anglais, ni anti-Juif. Mais j'observe autour de moi et je constate que les Anglais sont pro-Anglais et les Juifs pro-Juifs. Et, dans la mesure où ils ne blessent ni la charité ni la justice, je leur donne raison. Mais alors je me demande pourquoi, selon le même droit et dans la même mesure, les Canadiens français seraient tout, excepté pro-Canadiens français ?"

En 1937, encore à Québec, au Colisée, au deuxième Congrès de la langue française, reprenant un peu le même thème, je tenais ce langage que je n'estimais ni impertinent, ni audacieux :

“Nous sommes ici deux races, deux cultures destinées à vivre l’une à côté de l’autre, à collaborer au bien commun de nos provinces et de notre pays. Vous, anglophones, êtes fiers de votre sang, de votre histoire, de votre civilisation; et, pour servir le plus efficacement possible ce pays, votre ambition est de vous développer dans le sens de vos innéités culturelles, d’être anglais jusqu’aux moelles. C’est votre droit; et ce droit, vous avez assez de fierté pour le prendre sans le mendier. Et certes, ce n’est pas moi qui refuserai de vous donner raison. D’autre part, aussi fiers de notre sang, de notre passé, de notre culture que vous l’êtes des vôtres, nous prétendons que notre droit est égal au vôtre. Nous voulons, nous aussi, nous développer dans le sens de nos innéités culturelles, être Français jusqu’aux moelles; nous le voulons, ni pour des fins uniquement égoïstes, ni par orgueil racique, mais pour apporter, comme vous, à notre pays, la modeste contribution de nos forces spirituelles, persuadés comme vous, toujours, que pareil idéal de vie et pareille volonté ne constituent envers quiconque ni une provocation, ni un défi. Et bonni soit qui mal y pense !”

Une nouvelle génération est venue . . .

Mes amis, nous sommes à une heure grave de notre vie, peut-être la plus grave depuis la conquête. Souvent j'ai comparé notre histoire à celle d'un personnage légendaire, Sisyphe, condamné à rouler sur une pente raide un pan de roc qui constamment retombait sur lui. Le rôle de Sisyphe, ce fut, en particulier, celui de ma génération. Nous avons épousé toutes vos ambitions. Nos formules ressemblaient étrangement aux vôtres. Hélas, nous avons contre nous tous nos officiels et les grands dirigeants de notre vie économique. Le rocher de Sisyphe nous a paru lourd; plusieurs fois il est retombé sur nous au risque de nous écraser. Une nouvelle génération est venue, ce me semble, qui, de ses fortes mains, et avec l'aide de Dieu, va ressaisir le rocher de notre destin, pour l'asseoir résolument sur un sommet solide d'où, plus jamais il ne redescendra.

Jules Malin

Bookkeeper[®]



Deacidification for Libraries and Archives

February 2010

BNQ



C 000 181 529

**LES ÉDITIONS ALERTE
CASE POSTALE 220
SAINT-HYACINTHE**